

L'Italie après les élections législatives et sénatoriales des 13-14 avril 2008

Entretien avec Roberto d'Alimonte, professeur de sciences politiques à l'Université de Florence.

1. Les 13 et 14 avril, les Italiens ont été appelés aux urnes pour renouveler les deux chambres du Parlement. Pourquoi le président Giorgio Napolitano a-t-il dû convoquer des élections anticipées ?

Le 6 février dernier, le président Giorgio Napolitano a dû convoquer des élections législatives et sénatoriales anticipées après la démission du gouvernement Prodi, qui n'avait pas obtenu le vote de confiance au Sénat. Le président de la République avait alors confié au président du Sénat, Franco Marini, la mission de former un nouveau gouvernement chargé notamment de mettre en place une modification de la loi électorale. Toutefois, l'opposition de Silvio Berlusconi à cette réforme a conduit à l'échec de M. Marini et le président Napolitano a été contraint de dissoudre le Parlement.

2. Silvio Berlusconi a été élu pour la 3^{ème} fois au poste de Président du Conseil. Après avoir été quasiment absent de la scène politique pendant deux ans, comment expliquez-vous ce regain de popularité ?

Silvio Berlusconi n'a pas été absent de la scène politique, même si c'est l'impression que l'on peut avoir eu en France. Il a toujours été très présent et donc l'issue du scrutin de ces élections anticipées était connue. La seule incertitude était de savoir s'il allait obtenir une solide majorité au Sénat, ce qui a été le cas car la gauche radicale (Arc-en-ciel) n'a pas obtenu le seuil des 8% de voix nécessaires pour être élue au Sénat.

3. Alors que la vie politique italienne est généralement marquée par une forte instabilité (62 gouvernements en 63 ans) et une multiplicité de partis ou mouvements politiques (près de 155 partis et mouvements politiques), ce scrutin est marqué par la bipolarisation. Que vous inspire cette évolution ? Pensez-vous que cette bipolarisation puisse durer à terme ?

La bipolarisation à laquelle on assiste lors de cette élection est un élément très important. Le Parti du Peuple de la liberté (PDL) et le Parti démocrate (PD) sont des partis en devenir. La décision de MM. Berlusconi et Veltroni de mener seuls, ou presque (Silvio Berlusconi avec Umberto Bossi (Ligue du Nord) et Walter Veltroni avec Antonio di Pietro (Italie des valeurs)) et non dans une large coalition, leur campagne électorale, a été très importante, compte tenu du système électoral italien. Pour être élu à la Chambre des Députés, le seuil de voix à atteindre est de 2% si vous faites partie d'une coalition ; sinon, il est de 4%. C'est ce qui explique pourquoi la gauche radicale (Arc-en-ciel), qui n'a obtenu que 3% des voix et n'était pas dans une coalition, ne sera pas représentée à la Chambre des Députés. Au Sénat, les seuils sont encore plus élevés : si vous êtes membre d'une coalition, le seuil est de 3% ; sinon, il est de 8%. Il s'agit d'un seuil très élevé qui n'existe nulle part ailleurs, excepté en Turquie (10%).

La combinaison des décisions de MM. Berlusconi et Veltroni et du système électoral italien a conduit à cette bipolarisation. Elle pourrait se révéler durable si les deux grands partis (PDL et PD) deviennent de véritables partis. Ce bipartisme serait une évolution positive.

4. La modification de la loi électorale semble indispensable pour renforcer cette bipolarisation et assurer la stabilité de la vie politique italienne. Alors qu'il l'avait refusée au début de l'année, Silvio Berlusconi y sera-t-il favorable maintenant qu'il est au pouvoir ?

La correction de la loi électorale reste nécessaire pour stabiliser la vie politique italienne et il me semble que Silvio Berlusconi y serait favorable.

Deux éléments clés sont à prendre en compte : d'une part, il convient d'instaurer, au Sénat, une seule prime de majorité au niveau national¹ ; d'autre part, il s'agit de faire passer de 25 à 18 ans l'âge requis pour voter lors de l'élection des sénateurs, afin d'harmoniser l'âge avec celui requis pour pouvoir élire les députés.

Un troisième élément consisterait à réduire la longueur des listes électorales, ce qui permettrait d'améliorer la visibilité des candidats.

Il serait préférable de changer les règles du Sénat plutôt que le système parlementaire, sur le modèle du Sénat français, ou mieux encore, du Bundesrat allemand.

5. Le retrait de la vie politique de Romano Prodi et la candidature de Walter Veltroni, leader du Parti démocrate (PD), constituent-ils un tournant sur la scène politique italienne ? Quel est l'avenir de la gauche et du centre-gauche ?

Il s'agit d'un tournant dans la mesure où on observe actuellement une bipolarisation de la vie politique. On trouve un grand parti dans la majorité, le parti du Peuple de la Liberté, de Silvio Berlusconi, qui est toutefois associé avec la Ligue du Nord de Umberto Bossi et un autre dans l'opposition, le Parti démocrate de Walter Veltroni, associé à l'Italie des Valeurs de Antonio di Pietro. Désormais, nous devons attendre pour voir l'évolution de ces partis, et notamment du Parti démocrate. L'avenir nous dira si Walter Veltroni parvient réellement à prendre le contrôle du Parti démocrate. Cela aurait été plus facile pour lui s'il avait été élu...

6. Le Conseil européen des 13-14 mars 2008 a approuvé la mise en œuvre d'une Union pour la Méditerranée. La France a par ailleurs proposé un « Pacte européen sur l'immigration » qui doit permettre d'aboutir à une politique européenne commune de l'immigration. Comment ces deux projets ont-ils été accueillis en Italie ?

La campagne électorale a totalement passé sous silence ces deux projets. Les journaux italiens, depuis le début de l'année, se sont concentrés sur la campagne électorale et sur l'affaire Alitalia. Silvio Berlusconi a indiqué qu'il s'agirait de l'une de ses priorités lorsqu'il arriverait au pouvoir. Par ailleurs, il devra prendre en compte l'avis de la Ligue du Nord, qui jouera sans doute un rôle important dans la coalition de Silvio Berlusconi. En effet, le parti d'Umberto Bossi est extrêmement préoccupé par l'avenir de l'aéroport de Malpensa (Milan), où Alitalia a fortement réduit le nombre de vols, ce qui constitue une menace pour l'emploi dans cette région. Par ailleurs, les chefs d'entreprises du Nord de l'Italie souhaitent que Malpensa demeure un aéroport intercontinental et international.

¹ Actuellement, lors des élections sénatoriales italiennes, la loi électorale accorde une prime de majorité au parti vainqueur sur une base régionale. La liste majoritaire dans la région obtient ainsi au moins 55% des sièges de sénateurs plus les sièges correspondant à l'avance de voix qu'elle a par rapport aux autres listes.

7. La situation économique italienne, malgré la baisse du chômage et des niveaux de la dette et du déficit public, est préoccupante, notamment en termes d'inflation et de pouvoir d'achat. Le programme électoral de Silvio Berlusconi est-il susceptible de l'améliorer pour satisfaire aux critères du Pacte de stabilité et de croissance ?

La priorité du nouveau Président du Conseil sera la réforme du fédéralisme fiscal, qu'il faudra faire avancer. La Ligue du Nord tient à cette réforme, mais pour la mettre en œuvre, la coalition de Silvio Berlusconi devra négocier avec l'opposition, notamment le Parti démocrate. Il sera intéressant de voir l'attitude de Walter Veltroni pour négocier cette réforme sur le fédéralisme fiscal, qui implique une réforme de la Constitution.

Une réforme constitutionnelle majeure avait déjà été proposée par son précédent gouvernement : le parlement l'avait adoptée, mais elle avait été rejetée par référendum par les citoyens. Il est peu probable qu'une réforme constitutionnelle aussi ambitieuse soit à nouveau proposée : le gouvernement nouvellement élu devrait se limiter à une réforme du fédéralisme fiscal.

Sur le plan économique, Silvio Berlusconi a fait bien trop de promesses pour pouvoir tenir ses engagements. Les perspectives économiques n'étant pas bonnes, il sera difficile de satisfaire à la fois aux critères du pacte de stabilité et de croissance et aux promesses électorales. Il faudra attendre pour voir ce que fera Silvio Berlusconi mais il est à craindre que la situation économique ne s'améliore pas au cours des prochaines années.

Propos recueillis par Mathilde Durand.

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.